

* Programme européen de mobilité



SOMMAIRE

Avant le départ en Suède : Interview.....	p. 2
Interview de retour.....	p. 3
Le nouveau gouvernement suédois et moi.....	p. 4
La délégation du métro à Stockholm : Connex face aux usagers et aux syndicats.....	p. 4
Politique du logement et intérêt général.....	p. 6
De l'attractivité des transports en commun.....	p. 9
Mobilisations contre la réforme du système de sécurité sociale suédois.....	p. 10
Réseaux nordiques pour des services publics pour tous.....	p. 14
Note de lecture : «Le modèle suédois – Santé, services publics, environnement : ce qui attend les Français » de Magnus Falkehed.....	p. 17

CARNET DE ROUTE

Services Publics

Hélène Cabioc'h

Promotion 5

Septembre 2006 - Mars 2007

Avant le départ en Suède : Interview

par Hélène B.

Les services publics, un domaine qui n'est a priori pas très séduisant. Qu'est-ce qui t'attire dans ce sujet ?

Les enjeux liés aux services publics sont vraiment importants et très politiques : ils posent la question de l'accès au droit, de la réduction des inégalités, du développement durable... C'est le choix d'un modèle de société qui est en jeu. Dans le cadre de mon master de développement local, j'effectue depuis le mois d'avril un stage à l'Aitec (Association Internationale de Techniciens, Experts et Chercheurs). J'y travaille sur les services publics et le développement local.

Qu'est-ce qui t'a amenée à partir en Suède avec Echanges et Partenariats ?

La mission en Suède va me permettre de continuer à travailler sur le thème des services publics, au sein de la SALAR (Swedish Association of Local Authorities and Regions) à Stockholm. Cette association regroupe l'ensemble des collectivités locales suédoises : 18 comtés et 290 communes. Aucun volontaire n'est encore parti en Suède et je trouve intéressant d'aller voir ce qui se passe là-bas. Les enjeux liés aux services publics sont très différents selon les pays. En Suède, les collectivités locales sont beaucoup moins nombreuses qu'en France. De plus, c'est un contexte intéressant pour observer l'impact des réglementations européennes aux niveaux national et local. Certaines politiques, comme celle du logement, sont remises en cause. Une autre volontaire va également partir sur le thème des services publics, à Amsterdam. Nous allons essayer de travailler en lien. Nos missions devraient j'espère permettre de diffuser des expériences et de renforcer des partenariats.

Est-ce que tu as déjà une expérience associative ou militante ?

J'étais membre d'une association à Rennes, Elikya, pendant mes études. Nous avons organisé des conférences et des débats pour parler de l'Afrique autrement. J'ai également fait plusieurs stages dans des associations à l'étranger et un peu de bénévolat à Agir ici. De manière générale, j'aime suivre les débats politiques et suis plutôt une habituée des manifestations.

Interview de retour

par Justine

Dans quel cadre es tu partie ?

Il s'agissait d'une première mission dans le cadre du programme «services publics – Europe » engagé par l'Aitec. L'objectif de ce programme est de favoriser une réflexion commune sur les services d'intérêt général en Europe : améliorer la compréhension mutuelle entre pays européens en matière de SIG, accroître les échanges d'expériences, diffuser des éléments pouvant contribuer au débat et nourrir les mobilisations. Ma mission en Suède vient s'ajouter aux autres composantes du programme. L'objectif est à la fois de renforcer les liens entre pays européens et d'étudier l'impact des réglementations européennes sur les services publics aux niveaux national et local.

Quel a été le contenu de ton action ?

J'ai rédigé une étude (in english) sur certains services publics en Suède. J'ai particulièrement travaillé sur la politique du logement et sur le développement du système de choix libre, deux sujets d'actualité depuis l'élection du centre-droit en septembre dernier. Le choix libre est mis en place principalement par des municipalités conservatrices. En gros, la municipalité donne de l'argent à l'utilisateur qui peut ensuite choisir entre plusieurs prestataires –publics et privés- par exemple pour les écoles, les crèches, les soins à domicile etc. J'ai aussi établi des liens avec le réseau *Gemensam Valfärd*, qui réunit des associations et des syndicats et qui travaille beaucoup sur les services publics. Je suis arrivée juste après les élections, dans une période assez agitée pour la Suède. Le changement de majorité va sans doute pousser les syndicats à se mobiliser davantage. J'ai par exemple pu suivre les

mobilisations autour de la réforme du système de sécurité sociale à l'automne dernier.

Qu'est –ce que cette expérience t'a apporté comme perspectives ?

J'ai vraiment apprécié de passer ces quatre mois en Suède, cela laisse le temps de s'immerger dans son sujet, même si le temps file trop vite... Ca m'a donné envie de continuer à travailler sur la question des services publics, ce que je vais faire avec l'Aitec.

Le nouveau gouvernement suédois et moi

Arrivée à Stockholm depuis une dizaine de jours et chaque personne rencontrée me répète invariablement : « Tu arrives au bon moment. Enfin, à un moment intéressant... ». Ironie du calendrier, ma mission sur les services publics en Suède débute la semaine de l'entrée en fonction du nouveau gouvernement.

L'Alliance pour la Suède, coalition de centre-droit élue en septembre dernier, succède au Parti Social Démocrate -qui a gouverné 65 des 74 dernières années-. Tout le monde semble observer attentivement les premiers (faux-)pas de Fredrik Reinfeldt et de ses ministres.

Bilan anecdotique de la première semaine gouvernementale : une ministre accusée d'irrégularités lors de transactions financières personnelles, deux ministres d'avoir eu des employés à domicile sans les déclarer, trois ministres de ne pas avoir payé leur redevance télé. Tiercé gagnant pour Maria Borelius, ministre du commerce, qui a présenté sa démission samedi. Cecilia Stegö Chilò, ministre de la culture, est aussi sur la sellette : elle a déclaré être « très engagée » dans le service public télévisuel bien qu'elle n'ait pas payé sa redevance télé depuis 16 ans. Débuts mouvementés pour ce nouveau gouvernement...

Ce qui ne l'a toutefois pas empêché de se mettre au travail : parmi les premières mesures, fin de la gratuité des musées suédois à partir du 1er janvier 2007, contre l'avis de la grande majorité des chefs de musées concernés. De quoi méditer sur la "culture pour tous"... Il ne me reste qu'à profiter de ces derniers mois de gratuité, tout en guettant les prochaines mesures gouvernementales !

La délégation du métro à Stockholm : Connex face aux usagers et aux syndicats

En septembre 2005, le président du syndicat des conducteurs de métro à Stockholm a été congédié par la compagnie Connex-Suède (Veolia Transport). Officiellement, le renvoi de Per Johansson est justifié par sa déloyauté envers la compagnie - et n'a bien sûr aucun lien avec ses activités syndicales...

Depuis la délégation à Connex de la gestion du métro dans la capitale, les retards et incidents se sont accumulés. De même pour le pendeltåg - équivalent du RER-, dont Keolis a remporté la concession en 2001 au prix d'une grosse sous-estimation des besoins en personnel dans le dossier présenté. Maria Adolfson, chef du service de presse de la SL (le propriétaire du réseau) déclare : *"Pour nous il était déjà trop tard, il n'y avait pas de remplaçant à sortir de la manche : Il fallait faire en sorte que les voyageurs soient le moins pénalisés possible."*¹ Le mécontentement du public à l'égard des transports collectifs de Stockholm ne s'est pas fait attendre. Un chanteur suédois, Jan Hammarlund, a même écrit une chanson sur les retards et problèmes du métro, intitulée *Arbetarhjälten i tunnelbanan* (ce qui signifie quelque chose comme "les travailleurs héroïques du métro"). Cette chanson

¹ citée par Magnus Falkehed dans *Le modèle suédois- Santé, services publics, environnement : ce qui attend les Français*

est mise en ligne² sur le site internet du Klubb 119, la section des conducteurs du syndicat SEKO.

Le syndicat SEKO³ dénonce la dégradation de la qualité du service, une détérioration des conditions de travail, les réductions des effectifs et les problèmes qui s'ensuivent dans l'allocation des heures de travail, la négligence concernant la maintenance des véhicules (en particulier la maintenance préventive), le manque d'investissements dû notamment à la courte durée des contrats de concessions...

Lors de sa présidence, Per Johansson avait particulièrement consacré son attention aux questions de sécurité, demandant à Connex de prendre des mesures. Suite à des incidents graves, les contrôleurs de sécurité ont dû stopper le trafic à plusieurs reprises. Devant l'insuffisance des mesures prises, Per Johansson a rendu cette question publique, ce qui constitue sans doute la cause de sa "déloyauté".

Suite à son renvoi, le syndicat a lancé un appel à soutien auquel se sont ralliés de nombreux syndicats et organisations suédois et étrangers. Des actions de solidarité se sont mises en place : grèves des conducteurs de métro (malgré l'interdiction pour le syndicat, lié par la convention collective, d'appeler à une grève), pétitions, manifestations. Une campagne dénonçant l'attitude anti-syndicaliste de Connex a également été lancée, à travers une série de photos affichant le slogan "Vi vägrar hålla tyst !" - "Nous refusons de rester silencieux !" - .



Un an plus tard, Connex n'a toujours pas accédé à la revendication des syndicats réclamant que Per Johansson soit réembauché, et les incidents se poursuivent dans le métro. La semaine dernière a eu lieu le 13ème accident de l'année : une collision entre un métro "de surface" et une voiture. Explication : apparemment la signalisation n'est pas suffisante sur une partie du réseau. De là à penser que Connex devrait faire quelques investissements...

² On peut l'écouter à cette adresse:

http://www.janhammarlund.se/mp3/arbetarhjalten_i_tunnelbanan.mp3

³ syndicat des services et des communications, il regroupe environ 160 000 membres

Politique du logement et intérêt général

En Suède, la politique du logement est interpellée à la fois par l'arrivée du nouveau gouvernement de centre-droit et par deux plaintes déposées auprès de la Commission européenne. Au centre des débats : le stock de logement social, les subventions publiques et le système de fixation des loyers.

Alors que les contentieux liés au logement social se développent au niveau communautaire, le cas suédois illustre les débats en cours sur la liberté des Etats-membres à définir les missions, les modalités d'organisation et de financement du logement social. C'est donc l'occasion de se pencher sur les particularités de la politique du logement en Suède et sur les questions qu'elle soulève.

Une conception généraliste du logement social

Le logement social a comme objectif de permettre à tous l'accès à un logement de qualité et à un prix abordable. Il n'est pas soumis à des critères spécifiques d'attribution et en principe tout le monde peut prétendre à un logement social en location. C'est pourquoi on parle beaucoup plus volontiers de logement public que de logement social dans le cas de la Suède. Le secteur public prend largement la forme de compagnies municipales. Ces compagnies possèdent et gèrent 900 000 logements, soit 22% du marché total du logement⁴.

⁴ autres composantes : propriétaires occupants=42%, coopératives de logement=18%, locations privées=17%, propriétés publiques=1%

Les compagnies publiques de logement

Il existe 300 compagnies municipales de logement, regroupées au sein de la SABO⁵. En général chaque municipalité en possède une. Les objectifs des compagnies (où construire, quelle quantité...) sont fixés au niveau local par la municipalité. Ce sont des compagnies à responsabilité limitée, qui ne travaillent que sur le territoire de leur municipalité, et sans but lucratif. Lorsqu'il y a plusieurs compagnies au sein d'une municipalité, elles sont en concurrence entre elles.

Ces compagnies ont été subventionnées par l'Etat, qui a depuis la fin des années 1940 largement subventionné le secteur du logement⁶, puis par les municipalités. Depuis le début des années 1990, la tendance est cependant clairement à la réduction voire à la suppression des aides et subventions. Les compagnies empruntent leurs capitaux sur les marchés financiers au prix du marché et assument désormais elles-mêmes les risques économiques de leur activité, ce qui les a fragilisées.

⁵ Association suédoise des compagnies municipales de logement. La majorité (60%) des compagnies gère entre 500 et 5 000 logements, la plus grosse en gère 50 000.

⁶ et cela quelque soit le mode d'occupation, il existe un principe de neutralité de l'aide publique- L'Etat a particulièrement aidé à la construction jusqu'aux années 1990. De 1965 à 1974, 100 000 logements par an ont été construits dans le cadre du "programme du million".

Le système de fixation des loyers

Le mode de fixation des loyers, centré sur la notion d'intérêt général, est une des particularités suédoises (les systèmes danois et finlandais s'en rapprochent toutefois). Environ 90% des loyers suédois sont établis dans le cadre de négociations entre propriétaire et locataire. Les compagnies municipales de logement, les propriétaires-bailleurs et les locataires sont organisés au sein d'associations qui les représentent dans ces négociations.

Les compagnies municipales étant sans but lucratif, le loyer négocié entre les compagnies et les locataires est basé sur une valeur d'utilisation. Ce loyer sert ensuite de référence : Le montant des loyers du marché privé ne peut excéder "substantiellement" celui d'un logement public équivalent dans le voisinage. Le mode de fixation des loyers permet donc une régulation du marché privé par le secteur public.

Le marché du logement : situation et défis

La situation est très variée sur le marché du logement, notamment parce que les régions du Nord se dépeuplent au profit de la moitié Sud du pays, où se situent les grandes agglomérations (Stockholm, Göteborg, Malmö). On a donc plusieurs types de marchés du logement, avec des problèmes différents.

Les municipalités rurales et de petite taille sont confrontées à des logements vides. Ces dix dernières années, 5 000 logements par an ont été démolis car personne ne souhaitait y habiter. Sans aides publiques, l'entretien ou la démolition des stocks de logements vides risque de créer des problèmes financiers importants dans certaines régions pauvres.

Dans les municipalités de taille moyenne, les compagnies publiques doivent batailler ferme face aux propriétaires privés pour attirer les locataires.

Dans les grandes villes au contraire, la demande a fortement augmenté ces dernières années, entraînant une crise du logement et un accroissement de la ségrégation sociale. Cette ségrégation sociale existait certes déjà, mais le système de régulation des loyers permettait une certaine mixité sociale. En témoignent les reproches des propriétaires privés à Stockholm pour qui ce système maintient le montant des loyers à des niveaux trop bas dans le centre, trop proches du loyer de logements de taille équivalente en banlieue. Cette régulation est désormais doublement mise à mal. D'une part, se développe un marché locatif parallèle. Les locataires sous-louent leur logement à des loyers plus élevés. D'autre part, des logements publics sont vendus à des prix équivalents à 50-70% du prix du marché à leurs locataires, qui les revendent ensuite au prix du marché.

De manière générale, les privatisations n'ont cessé d'augmenter ces dernières années (30 000 logements à Stockholm) et ce processus devrait nettement s'accélérer suite à la victoire du centre-droit aux élections locales et nationales en septembre dernier. Le changement de majorité produit déjà ses effets à Stockholm (Malmö et Göteborg sont restées aux mains des sociaux-démocrates) : Il y a quelques mois les autorités publiques de la capitale enjoignaient aux compagnies municipales de construire davantage de logements et d'être pleinement actives pour faire face à la crise du logement et à l'augmentation des loyers, désormais la nouvelle municipalité souhaite voir privatisés et vendus autant de logements que possible. Les plaintes déposées à la Commission représentent donc un enjeu politique majeur et pourraient constituer une aubaine pour le nouveau gouvernement.

Les plaintes déposées auprès de la Commission européenne

Les deux plaintes ont été déposées par la fédération des propriétaires privés suédois⁷, via la European Property Federation, suite au refus du gouvernement (alors social-démocrate) de modifier sa politique.

Sont en cause les subventions accordées par les municipalités à leurs compagnies ainsi que le plan de restructuration des compagnies municipales mis en place par le gouvernement suédois. Ce plan, adopté pour répondre à l'évolution des besoins en matière de logement et aux difficultés rencontrées par certaines compagnies, comportait notamment l'octroi de subventions. Les propriétaires privés contestent ces subventions car elles sont destinées au secteur public uniquement alors que les secteurs public et privé sont en concurrence pour attirer des locataires. Ils arguent également du fait que ces mesures ne peuvent être considérées comme un "moyen nécessaire et proportionné" à la fourniture d'un service économique d'intérêt général, condition de légalité au regard des critères européens concernant les aides d'Etat. Les compagnies municipales ne remplissent pas de mission spécifique, elles sont basées sur l'intérêt général et ne s'adressent pas à un groupe-cible de la population. Enfin, toutes les subventions n'ont pas été notifiées à la Commission. Le système de fixation des loyers est également en jeu. Les propriétaires privés contestent l'influence exercée par les compagnies municipales sur les loyers au sein du marché privé. Ils argumentent qu'elles maintiennent les loyers à des niveaux trop faibles alors qu'elles reçoivent par ailleurs des subventions.

Face aux propriétaires privés, le Parti Social-Démocrate a défendu cette politique en affirmant que la Suède avait réussi à limiter la ségrégation sociale en créant un système harmonieux, dans lequel tous les logements -publics ou privés- étaient également soumis à des exigences sociales élevées grâce au système de fixation

des loyers basé sur la valeur d'utilisation. Ce système égalitaire et fondé sur l'intérêt général serait complètement mis en défaut si les compagnies municipales étaient privées d'aides d'Etat car cela conduirait à leur faillite. Or le système de régulation des loyers, au coeur de la politique du logement, ne peut fonctionner que s'il existe un stock de logements publics suffisant pour servir de référence. Les sociaux-démocrates ont par ailleurs souligné que l'Union Européenne n'avait pas à intervenir dans ce choix politique et démocratique en matière de politique du logement.

Les plaintes sont actuellement examinées au sein de la DG Concurrence de la Commission, qui devrait rendre sa réponse à la European Property Federation (EPF) début 2007. La Commission est entrée en contact avec le gouvernement suédois pour mieux comprendre le fonctionnement du marché du logement et un dialogue est en cours.

La victoire électorale de l'Alliance pour la Suède (coalition de centre-droit) en septembre dernier a considérablement modifié la donne. Une commission gouvernementale travaille actuellement sur la politique du logement et le droit européen. Le nouveau gouvernement, favorable à la privatisation de logements publics, pourrait tirer partie des plaintes et devancer la Commission en faisant voter une loi assouplissant les modalités de vente des logements publics sous couvert de mise en conformité avec le droit européen.

Le gouvernement ne remettra cependant pas en cause de lui-même le système de fixation des loyers et conservera un stock minimal de logements publics de référence. Une telle mesure serait en effet trop impopulaire et la nette augmentation des loyers conduirait de facto à mettre à la porte un certain nombre de personnes.

⁷ Swedish Property Federation

Quant à l'examen des plaintes par la Commission, l'issue est incertaine. Si celle-ci semble quelque peu réticente à ouvrir une procédure contre la politique suédoise (complexité et délicatesse du cas, qui a beaucoup à voir avec le principe de subsidiarité), elle doit cependant motiver légalement sa réponse. Dans le cas où la réponse de la Commission ne donnerait pas satisfaction à EPF, cette dernière se tournera sans doute vers la CJCE qui pourrait alors donner tort à la Commission et lui demander d'engager une procédure contre le gouvernement suédois. Dans cette configuration, la Suède devrait revoir tout son système de fixation des loyers et sa politique du logement serait bouleversée.

L'Association Suédoise des Locataires a déjà exprimé ses craintes. Peder Palmstierna, chef du service de presse de l'association, a déclaré début décembre au quotidien *Svenska Dagbladet* : "Le risque c'est que nous arrivions à un système de logement public qui ne soit plus dans l'intérêt général".

POUR EN SAVOIR PLUS sur l'Union Européenne et le logement social :

- ▶ [site du CECODHAS](#) (Comité européen de coordination de l'habitat social)
- ▶ site d'Habitat et Union européenne : [LOGEMENT SOCIAL ET UE : le point sur les dossiers chauds](#) avec des informations sur les autres contentieux (France, Pays-Bas, Allemagne) et Rapport annuel sur l'Habitat social et l'Union Européenne : [Logement social : quel encadrement communautaire après l'exclusion de la directive services ?](#) (novembre 2006)
- ▶ [Charte européenne du logement](#) adoptée le 24 avril 2006 par l'intergroupe Urban-Logement du Parlement européen (vote en plénière mi-2007)

De l'attractivité des transports en commun

En arrivant à Stockholm en octobre dernier, j'ai découvert un réseau de transports en commun sans zones -que ce soit pour le bus, le métro ou le pendeltåg (sorte de RER)-.

De T-Centralen, aller à Medborgarplatsen ou à Södertälje coûte le même prix. Transposé à Paris, cela reviendrait à payer le même montant pour un trajet Châtelet-Nation que pour un trajet Châtelet-Marne-la-Vallée par exemple. Quoi de mieux pour favoriser l'égalité et la mixité dans une métropole ?

Début janvier, j'ai appris que ce n'était pas là le fonctionnement habituel des transports de Stockholm. Des zones ont bel et bien existé, et elles sont de retour... La suppression des zones est en fait une expérience d'un an, débutée lors du mandat social-démocrate. Cette expérience a vu augmenter la fréquentation des transports en commun, a été très appréciée par les usagers et qualifiée de réussie par la SL (les transports collectifs de Stockholm). Les nouvelles autorités locales de la capitale, de centre-droit, ont cependant annoncé que cette expérience ne serait pas reconduite.

A partir du mois prochain, instauration de nouvelles zones donc, accompagnée d'une augmentation significative des tarifs. Ce qui conduit les journaux à comparer les prix d'un trajet en métro et en voiture : On en arrive à un trajet en voiture trois fois moins cher que le même trajet en métro ["Billigare att åka bil" ("La voiture meilleur marché"), *Aftonbladet*, 16 décembre 2006].

L'attractivité des transports en commun ne semble décidément pas figurer parmi les priorités politiques de la nouvelle majorité : Il semble en effet que les

recettes du péage urbain qui devrait prochainement être mis en place à Stockholm (après une expérimentation l'année dernière) seront exclusivement destinées à la construction et à l'amélioration du réseau routier en périphérie de la ville, et non à l'amélioration des transports en commun comme escompté par la précédente majorité.

Mobilisations contre la réforme du système de sécurité sociale suédois

Le 14 décembre dernier, des milliers de suédois ont manifesté contre la réforme de leur système de sécurité sociale. Situation peu fréquente en Suède, d'autant plus que les manifestants étaient de tous âges et que plusieurs syndicats y étaient présents avec leurs banderoles officielles. Wanja Lundby-Wedin, présidente de LO⁸ (la principale confédération syndicale suédoise), a remis au ministre du travail, Sven Otto Littorin, une pétition signée par plus de 250 000 suédois.

Un gouvernement de centre-droit : de nouveaux rapports de force

L'Alliance pour la Suède, qui a gagné les élections locales et nationales en septembre, est une coalition inédite de 4 formations politiques⁹. Elle est le fruit d'un gros travail de rassemblement au sein de la droite suédoise ces dernières années pour parvenir à battre le Parti Social-Démocrate (SAP), qui n'avait cédé sa place au pouvoir qu'à deux reprises depuis 1932¹⁰. LO, très étroitement liée au SAP, avait mis toute son énergie dans la campagne pour le soutenir.

La victoire électorale de l'Alliance est en partie due au virage pris par le Parti du rassemblement modéré de Fredrik Reinfeldt (actuel premier ministre) : Les

⁸ LandsOrganisationen, qui représente 15 syndicats, 1,8 million de membres

⁹ Le Parti du rassemblement modéré (M), le Parti du peuple-les Libéraux (FpL), le Parti chrétien-démocrate (KD) et le parti du centre

¹⁰ de 1976 à 1982 puis de 1991 à 1994

« nouveaux modérés » avaient déclaré qu'ils ne s'attaqueraient pas au modèle social suédois –qui a déjà connu de profondes mutations dans les années 1990- et centré leur campagne sur l'emploi.

La présentation du budget en octobre dernier a marqué le début des tensions entre le nouveau gouvernement et les syndicats, pourtant traditionnellement peu enclins à la confrontation. Forts de leurs poids dans la société suédoise, ils sont habitués à la négociation et au compromis, que ce soit avec le gouvernement ou avec les employeurs. Janne Rúden, président de SEKO (syndicats des services et des communications), avait déclaré : « *Je pense que c'est une grosse insulte vis à vis des gens qui pensaient avoir voté pour un nouveau parti des travailleurs* », affirmant que le gouvernement commençait le dialogue avec les syndicats dans une « *zone de guerre* ». Wanja Lundby Wedin déclarait quant à elle : « *contrairement aux conservateurs, nous pensons que le chômage résulte d'un manque d'emplois et non d'un manque de volonté de chercher du travail* »¹¹.

Depuis novembre, la réforme du système de sécurité sociale creuse davantage encore le fossé entre le gouvernement et les syndicats. Le ministre des finances, Anders Borg, a affirmé que les syndicats risquaient d' « *aliéner leurs membres* » en persistant à lutter contre la réforme du système de sécurité sociale.

La réforme de l'assurance chômage cristallise les tensions

La réforme du système de sécurité sociale concerne à la fois l'assurance maladie et l'assurance chômage. C'est autour de cette dernière que se concentrent les mobilisations.

¹¹ « Swedish unions slam budget », TheLocal.se, 16 octobre 2006

La réforme prévoit une baisse des allocations chômage pour, comme on peut le lire sur le site officiel du gouvernement, « *faciliter et augmenter la motivation de retrouver du travail* ». A cela s'ajoute une hausse des cotisations individuelles à l'assurance chômage devant compenser la baisse de son financement par l'Etat, qui la finance actuellement à 90% et souhaite diminuer ce chiffre à moins de 50%.

Les partis d'opposition, les syndicats et les associations dénoncent une politique qui forcera les chômeurs à accepter de bas salaires pour travailler. En Suède il n'existe pas de salaire minimum légal, les salaires sont négociés dans le cadre des conventions collectives. La baisse des allocations chômage pourrait obliger les chômeurs à accepter un travail pour un salaire inférieur à ceux négociés dans le cadre des conventions. Selon Leif Håkansson, vice-président de LO, « *une assurance chômage généreuse est un élément vital du modèle suédois. La détérioration de l'assurance chômage aura des conséquences négatives considérables non seulement pour les sans-emplois mais également pour la société dans son ensemble (...)* Le gouvernement transfère la responsabilité du chômage aux individus, alors que le chômage est de toute évidence un problème structurel »¹².

Une réforme qui pourrait affaiblir les syndicats

Quant à la hausse des cotisations, impopulaire y compris parmi les électeurs de l'Alliance, elle est d'autant plus lourde de conséquences qu'elle pourrait avoir un impact sur le taux de syndicalisation.

¹² site de LO : <http://www.lo.se/>

Jusqu'à présent, il existait une allocation chômage de base et une allocation complémentaire, basée sur une affiliation volontaire des employés aux caisses d'assurance chômage qui sont en Suède gérées par les syndicats. Etre syndiqué n'est pas obligatoire pour y être affilié mais l'adhésion à un syndicat entraîne automatiquement l'affiliation à une caisse d'assurance chômage.

Le gouvernement souhaite développer davantage l'affiliation individuelle à l'assurance chômage et la détacher des syndicats, tout en augmentant le montant des cotisations. Selon un sondage paru dans le journal de LO, si les cotisations à l'assurance chômage augmentent conformément à ce que propose le gouvernement, 10% des membres (particulièrement ceux qui ont des bas-revenus) affirment qu'ils quitteront leur syndicat pour s'affilier uniquement à l'assurance chômage .

Les syndicats accusent le gouvernement de vouloir les affaiblir par le biais de cette réforme. Wanja Lundby-Wedin a déclaré : « *Le gouvernement sait que la force des syndicats vient du fait que nous avons 80% ou plus de salariés syndiqués. Si ce chiffre tombe à 55%, nous serons moins efficaces... Ils veulent que nous ayons moins de pouvoir* »¹³. Elle a ajouté lors des manifestations du 14 décembre : « *Les mouvements opérés par le gouvernement de Fredrik Reinfeldt sont une menace pour le modèle suédois dans lequel les syndicats, l'industrie et les employeurs coopèrent étroitement* ».

Les mobilisations contre la réforme : accords et désaccords

La mobilisation a débuté courant novembre. A Stockholm un rassemblement hebdomadaire baptisé « Mandagsupproret » (le soulèvement du lundi) s'est mis en place à Mynttorget, non loin du Parlement. Les confédérations syndicales ne voulant pas en prendre la responsabilité, c'est le réseau *Gemensam Valfärd* (Common

¹³ « Swedish unions rail at benefit cuts », Financial Times, 5 décembre 2006

Welfare network, réseau de syndicats et associations), qui a "parrainé" ces rassemblements. Chaque semaine de novembre ce Mandagsupproret, mêlant musique et interventions, a regroupé une centaine de personnes autour du slogan « Rör inte vår A-Kassa ! » , « Ne touchez pas notre caisse d'assurance chômage ! ». Les intervenants, souvent des membres de sections syndicales, y dénonçaient le processus continu de déconstruction du modèle social suédois depuis les années 1990 et la direction résolument néolibérale prise par le nouveau gouvernement, appelant les centrales syndicales à réagir.

Une première manifestation nationale, rassemblant 5 500 personnes environ à travers le pays, a eu lieu le 15 novembre à l'initiative de la SAC¹⁴ (proche de la CNT en France), qui avait également appelé à la grève, et du syndicat SEKO.

Parallèlement, les deux principales confédérations syndicales, LO et TCO, s'interrogeaient sur les formes de mobilisation à mener -prenant toutefois bien soin de se distancier de l'initiative de la SAC. Bien que très actives, les confédérations n'ont pas l'habitude des manifestations, et encore moins des grèves. Ce refus de la confrontation leur vaut d'ailleurs quelques critiques : trop focalisées sur les conditions de travail et pas suffisamment mobilisées sur des questions politiques plus générales, pas assez dures dans les négociations des conventions collectives¹⁵... Déjà interpellées dans leur positionnement auparavant, les confédérations syndicales -et particulièrement LO- sont bousculées depuis l'arrivée au pouvoir du centre-droit.

¹⁴ Sveriges Arbetares Centralorganisation, Organisation Centrale des Travailleurs Suédois

¹⁵ 80% des membres de LO trouvent qu'elle devrait être plus dure lors des négociations des conventions collectives

Le 14 novembre, le quotidien *Dagens Nyheter* publiait un article sur les grèves politiques dans lequel des représentants syndicaux débattaient sur la légalité et l'opportunité d'une grève. Jannis Konstantis, du syndicat SEKO, demandait à LO d'appeler à la grève alors qu'Erland Olausen, vice-président de LO, défendait la position de la centrale : appel à une manifestation nationale le 14 décembre mais refus d'utiliser la grève comme moyen de protestation. Selon Erland Olausen, il faut respecter un gouvernement démocratiquement élu : Il s'agit de convaincre par du lobbying, en manifestant (le dernier appel de LO à une grève politique remonterait à 1928). Les syndicats IF Metall, Transport et SEKO ont remis au bureau de LO une liste de 9 361 personnes réclamant une grève. Certains membres ont reproché à LO de ne pas être suffisamment active.

Quant à TCO¹⁶, elle a déclaré qu'elle n'appellerait ni à la grève ni à la manifestation, ses membres n'étant pas habitués à manifester. Initialement proche des sociaux-démocrates et désormais apolitique, TCO ne souhaitait sans doute pas se mêler à LO dans l'organisation d'une initiative et a lancé sa propre campagne¹⁷. Cela n'a pas empêché SKTF, le syndicat des employés communaux, d'être présent à la manifestation du 14 décembre.

Cette manifestation a rassemblé 39 000 personnes à travers la Suède, ce qui est un grand succès. C'était la troisième mobilisation nationale des membres de LO en dix ans. En amont de la manifestation, LO avait organisé une grosse campagne d'affichage dans les rues et le métro, appelant à protester contre la réduction des

¹⁶ Tjänstemännens Centralorganisation, la Confédération générale des cadres, fonctionnaires et employés

¹⁷ En quatre points : augmenter les cotisations individuelles à l'assurance chômage ne devrait pas être un moyen de financer des baisses d'impôts, cette réforme est particulièrement dommageable pour les femmes, ses conséquences n'ont pas été suffisamment analysées, et enfin c'est une réforme qui survient trop rapidement et devrait être repoussée.

allocations chômage. Elle a également organisé une pétition, signée par plus de 250 000 suédois, qui a été remise au ministre du travail.

Bilan des mobilisations

Malgré le succès des mobilisations, la réforme gouvernementale a été adoptée par le Parlement. Ces mobilisations ont cependant laissé entrevoir la possibilité de nouvelles alliances au sein du mouvement social. La politique du gouvernement devrait conduire certains syndicats à travailler davantage en partenariat avec des associations et à privilégier des formes de coopération telles que le réseau "Gemensam Valfärd", d'autant plus que les relations entre le gouvernement et les syndicats devraient continuer à se détériorer dans les mois à venir. Selon Klas Eklund, économiste, "*Le gouvernement est en train de mettre en oeuvre plusieurs propositions qui auront tendance à affaiblir le mouvement syndical à long-terme*"¹⁸.



¹⁸ "Swedish minister warns unions not to fight reforms", Financial Times, 23 novembre 2006

Réseaux nordiques pour des services publics pour tous

Ces dernières années, des campagnes et réseaux de promotion des services publics, du "Welfare state" et de la justice sociale ont vu le jour en Suède, en Norvège et au Danemark pour répondre aux évolutions néo-libérales qui mettent de plus en plus à mal le "modèle nordique".

Le réseau suédois

A l'automne 2004, une pétition intitulée « Upprop för rättvisa och gemensam välfärd ! » (Appel pour la justice et pour des biens communs !)¹⁹ a été lancée en Suède. Cette pétition, appelant à se mobiliser pour le maintien et le développement des biens publics et dénonçant les politiques libérales mises en place, a été lancée à l'initiative d'Attac Suède, de SEKO (le syndicat des services et des communications) et d'associations environnementales principalement. Le texte a circulé dans plus d'une centaine d'organisations et a été signé par des associations, des syndicats et des personnalités dont : SEKO, ATTAC, MJV (Les Amis de la Terre Suède), des sections locales des syndicats Kommunal et Metall, de la fédération LO, d'Emmaus, du réseau SITS²⁰ ... Les organisations signataires représentent plus de 800 000 personnes.

Accompagnant la pétition, un article-débat rédigé par les signataires les plus connus était publié dans le *Aftonbladet*, un des principaux quotidiens nationaux. La pétition a ensuite été envoyée en novembre 2005 au ministre du Commerce, alors social-démocrate.

Suite au succès de cette mobilisation, un « réseau pour des biens communs » ou

¹⁹ « Call for justice and common welfare »

²⁰ Sjukvården Inte Till Salu, "les services de santé ne sont pas à vendre", Göteborg

« réseau pour des services collectifs pour tous » (traduction approximative de Nätverk för gemensam välfärd/ Common Welfare network) a été créé en octobre 2005. Formé d'une coordination nationale et de comités locaux, le réseau réunit syndicats et associations militant pour la justice sociale et des services publics pour tous de manière à garantir l'accès aux droits fondamentaux. Le groupe de Malmö est particulièrement actif.

Sur la base de la pétition, le réseau a mis en place plusieurs actions. Des questionnaires reprenant les principaux éléments de l'appel ont été envoyés avant les élections aux partis politiques, au niveau local et national, pour qu'ils prennent position sur les différents points et annoncent les politiques qu'ils souhaitent mettre en place. Les sociaux-démocrates ont répondu qu'ils soutenaient les idées du réseau mais qu'il était impossible de revenir à ce qu'on avait auparavant. Le réseau a également tenu des conférences et séminaires, et lancé une mobilisation autour de la directive services (à travers une pétition notamment). Enfin, un petit journal a été édité, diffusé dans les organisations et distribué gratuitement dans la rue. Sur 4 pages, le journal mêle interviews, sondages, informations sur les rencontres et l'actualité en lien avec les services publics. D'autres numéros devraient suivre.

Par ailleurs, le réseau a mis en place un "cercle d'études" sur le Welfare à Stockholm. S'inscrivant dans la tradition suédoise de la formation pour adultes, ces rendez-vous bi-hebdomadaires, gratuits et ouverts à tous, sont l'occasion d'échanger et de questionner un thème défini à l'avance et sur lequel chaque participant a lu des documents avant la rencontre : AGCS²¹, évolution des conditions de travail, réversibilité des privatisations etc. Ce cercle d'études est également tourné vers l'action : il s'agit dans un second temps, à partir des discussions, de réfléchir à des stratégies de campagnes et

²¹ Accord Général sur le Commerce des Services de l'organisation mondiale du Commerce

de mobilisations.

Aux côtés d'Attac et de SEKO, Miljöförbundet Jordens Vänner/Les Amis de la Terre Suède²² est très investi dans le réseau : leur théorie des espaces publics établit un parallèle entre la nécessité d'espaces verts libres, ouverts à tous dans une ville et les services publics, espaces libres qui doivent rester accessibles à tous et qu'il faut préserver du marché.

Encore assez récent, le réseau est toujours dans une phase de consolidation. Les mobilisations qui ont eu lieu à la fin 2006 contre la réforme du système de sécurité sociale en Suède ont cependant permis de conforter les liens entre les associations et les syndicats et de renforcer l'intérêt de ces derniers pour une telle coopération dans un climat de tensions avec le gouvernement de centre-droit élu en septembre dernier.

Le réseau norvégien

En Norvège, la « campagne pour le Welfare state » a vu le jour en septembre 1999. Alliance de six syndicats représentant un demi million de personnes (ce qui est considérable pour la Norvège), cette campagne a été créée pour renforcer les luttes contre les privatisations et les dérégulations en Norvège et promouvoir un « secteur public fort ». Elle s'est élargi à 20 nouvelles organisations en 2000 et comprend désormais des associations, des étudiants... Cette « campagne pour le Welfare State » a travaillé au niveau local avant les élections de 2005 et a demandé à tous les partis politiques ce qu'ils pensaient du Welfare state et des privatisations. Les résultats ont ensuite été publiés sur des sites internet et largement diffusés, contribuant fortement à la montée de la gauche dans les sondages puis à sa victoire aux élections. Cette campagne a par ailleurs mis la pression sur les partis de gauche, qui une fois les élections gagnées ont tenu les engagements très fermes pris lors de la campagne.

²² et notamment le groupe de Stockholm "Alternativ Stad" (Ville alternative)

Le réseau danois

Au Danemark, un réseau s'est également créé dans la foulée d'importantes mobilisations en 2006. Le 17 mai 2006, environ 100 000 personnes ont manifesté à travers le Danemark contre le programme du gouvernement de droite : réduction des allocations chômage et des aides aux étudiants, baisse des retraites, gel des impôts imposé par le gouvernement aux municipalités entraînant des réductions des dépenses sociales –tout cela malgré un excédent dans le budget national de 80 milliards de couronnes danoises (environ 10 milliards d'euros) et un taux de chômage relativement faible. Les manifestations ont été initiées par les sections jeunesse des syndicats et des partis politiques de gauche, qui ont coopéré sous le slogan « Un nouveau départ pour le Danemark ». Les sociaux-démocrates n'ont pas échappé aux critiques : durant la fin de leur mandat au gouvernement, ils avaient introduit des réductions fiscales pour les haut-revenus et des privatisations dans les services, et ont ensuite entamé des négociations avec le nouveau gouvernement de droite sur des détériorations du système de protection sociale.

Dans la continuité de la campagne « Un nouveau départ pour le Danemark », le « Nätverket for social och solidarisk velfaerd ! »²³ a été formé, regroupant syndicats et étudiants. Le 2 septembre 2006, le meeting fondateur a rassemblé plusieurs centaines de personnes à Copenhague.

Les trois réseaux sont en contact entre eux et échangent des informations. Par exemple, le réseau "gemensam välfärd" travaille sur une version suédoise du livre *Velferd till salgs* ("Welfare à vendre") d'Asbjørn Wahls, membre très actif du réseau norvégien.

En mars 2007 se tiendra en Suède une réunion nationale du réseau

²³ réseau pour un welfare social et solidaire

"gemensam välfärd", à laquelle devraient assister des membres des réseaux norvégien et danois.

Ces réseaux surveillent de près le travail du "réseau européen pour des services publics pour tous" qui a vu le jour lors du Forum Social d'Athènes en mai 2006. Certains membres des réseaux en font d'ailleurs déjà partie.

Liens vers les sites des réseaux et campagnes :

- en Suède :

Nätverk för gemensam välfärd : <http://www.gemensamvalfard.se/>

- en Norvège :

For velferdsstaten : <http://www.velferdsstaten.no/>

NOTE DE LECTURE :

"Le modèle suédois – Santé, services publics, environnement : ce qui attend les Français" de Magnus Falkehed

“A l’heure où la France a entamé une série de réformes et de mutations diverses, ne serait-ce que dans le domaine des services publics, il peut être utile d’analyser comment ces transformations non seulement changent la vie des citoyens du “laboratoire” scandinave, mais influencent aussi la société, ses structures et les valeurs qu’elle véhicule. Cela d’autant plus que les réformes que la France engage actuellement semblent parfois calquées, presque jusqu’à la caricature, sur celles qui ont été menées depuis une dizaine d’années en Suède. »²⁴



C’est une "expédition dans le futur proche, peut-être celui de la France" que propose Magnus Falkehed.

La première partie du livre est consacrée aux services publics : transports, poste, éducation, électricité, hôpitaux... Magnus Falkehed y décortique secteur par secteur les réformes engagées ces dernières années en Suède, leurs conséquences et leurs aspects positifs et/ou négatifs.

"Point de service" postal situé dans le coin Loto et bonbons du supermarché, femme enceinte qui a perdu les eaux et se voit redirigée en taxi vers un autre hôpital, flambée du prix de l’électricité lors de l’hiver 2003, école à la recherche d’argent qui loue ses locaux pour des soirées dansantes le week-end, SL (les transports collectifs de Stockholm) recevant 31 687 notes de taxi en 2002 après avoir promis de rembourser les trajets en taxi lorsque les transports avaient plus de 20

minutes de retard... : à partir d’illustrations concrètes, Magnus Falkehed dresse un panorama de la société suédoise qui donne à réfléchir.

Le livre est très vivant, agréable et rapide à lire, et présente un double intérêt :

- ▀ il se penche sur l’impact des réformes sur la vie quotidienne, avec de nombreux exemples, anecdotes et témoignages.
- ▀ il opère un aller-retour constant entre les réformes opérées en Suède et ce que cela donnerait si elles étaient transposées en France (Magnus Falkehed est un journaliste indépendant qui travaille en France pour des journaux suédois, sa connaissance des deux pays facilite donc la comparaison).

Bonne lecture !

²⁴ Magnus Falkehed, *Le modèle suédois- Santé, services publics, environnement : ce qui attend les Français*, Editions Payot et Rivages, 2005 (édition mise à jour)